

## **REMARQUES SUR LE TEXTE DE JEAN-PIERRE RAISON**

François-Régis MAHIEU  
Professeur de Sciences Economiques  
Université de Lille I

## **REMARQUES SUR LE TEXTE DE JEAN-PIERRE RAISON**

**François Régis MAHIEU**  
**Professeur de Sciences Economiques**  
**Université de Lille I**

J.P. Raison (désormais JPR) étudie un sujet difficile : les formes spatiales de l'incertitude en Afrique tropicale. Il réalise une synthèse rigoureuse, agréable à lire et constellée d'illustrations judicieuses. Le propos d'un économiste, plus iconoclaste et moins globalisant n'apportera que quelques touches supplémentaires.

La difficulté est prise ici du côté de l'économiste dont la distinction de base (Knight, 1930) entre risque probabilisable et incertain non probabilisable s'est progressivement complexifiée.

Une première difficulté vient du fait que JPR situe le risque au niveau de l'organisation sociale et donc de ses conséquences sur l'organisation de l'espace. Cette conception macrosociétale est-elle justifiée ? Le risque et l'incertitude apparaissent chez des individus qui recomposent l'espace et réagissent de manière interindividuelle aux contraintes macrosociétales. Les réactions aux grandes calamités en Afrique (famines, pandémies, ajustement structurel) ont ainsi montré une capacité à gérer les Droits et les Obligations, les générations critiques, l'Etat.

## **CRISE DE L'ETAT ?**

La crise de l'Etat-Providence est certaine en Afrique, à la fois par manque de moyens budgétaires et remise en cause de l'Etat/parti unique. Mais cette crise implique une recomposition dans l'offre de protection sociale. De multiples organisations volontaires se sont substituées à l'Etat contrainte : mutuelles, associations, clubs, etc... Par nature elles sont décentralisées, plus proches des besoins et de la demande des ressortissants. Ainsi à travers la crise de l'Etat est-ce une forme particulière d'organisation qui se recompose : le marché du développement.

La crise de l'Etat est à réinterpréter dans le marché du développement. L'Etat est de moins en moins l'offreur de développement, il est aussi remplacé à un niveau plus élevé par la tutelle internationale qui lui dicte sa demande. Etonnant marché du développement et si mal étudié : emploi d'experts garanti par les misères du monde, marché naturel de biens et services où l'offre crée sa propre demande, marché financier prodigieux qui fait lever plus de 150 milliards de dollars par an.

Mais l'Etat résiste, anticipe rationnellement les politiques usées de la tutelle internationale, et les rend inefficaces tout en maintenant sa pyramide et sa distance hiérarchique tant qu'il peut occuper le rôle de premier employeur.

## **MOBILITE COMPLEXE ET EXACERBEE**

Les travaux des chercheurs ont montré la complexité des réactions de mobilité face aux contraintes. La facilité migratoire des populations sahéniennes face à la famine, mise en valeur par Caldwell, est à relier aux systèmes de droits et obligations.

A l'inverse la stabilité géographique des populations du Burundi par exemple, reste un objet paradoxal pour le chercheur.

La pression démographique (500 h/km, pour certaines collines) sur des terres appauvries aurait dû pousser la population à migrer, mais celle-ci joue sur ses allocations de temps afin d'exercer la pluriactivité indispensable à la survie.

Dans les deux cas, la complexité des déterminations sociales est représentable par des outils purement individualistes : cartes de droits et obligations, schémas individuels d'allocation de temps.

Dans les deux cas, les individus réagissent à des pressions en jouant sur des relations interindividuelles et pratiquent une redistribution des revenus soit par les transferts soit par des micro-marchés.

Ces redistributions des positions initiales sont telles que les individus peuvent préférer ces situations modifiées à toute autre et connaître individuellement un "optimum de pauvreté".

## **UNE DIFFERENCE SPATIALE CROISSANTE.**

A la suite de la stagnation des cours des produits de rente, JPR voit une remise en cause du système national de collecte et des différentiels uniformes pratiqués sur les filières d'exportation.

Faut-il croire pour autant qu'il y a un retour vers le marché intérieur car il serait le plus rentable ? Il est difficile de trancher tant les statistiques agricoles sont actuellement sinistrées mais tout porte à croire que les tonnages exportables, issus des cultures pérennes se sont maintenus.

Tout en ayant été partiellement réformées, les caisses de stabilisation et offices de commercialisation sont toujours les intermédiaires nationaux pour les planteurs, même si elles font travailler à façon des pisteurs et acheteurs locaux.

## **DE NOUVEAUX RAPPORTS VILLES-CAMPAGNES.**

JPR pense que la ville a perdu de sa superbe et que la campagne a pu regagner de son importance grâce à la politique du FMI. Il est vrai que la tutelle internationale, la BIRD en particulier, a pratiqué l'opposition villes - campagnes sans s'imaginer que la campagne en Afrique vit en solidarité étroite avec les ressortissants urbains.

L'absence de propriété certaine sur le foncier et l'inexistence d'une sécurité sociale agricole ont renforcé les motivations à investir en capital humain destiné à la ville et à gérer un système de transferts apte à assurer la protection sociale.

Mais en situation de difficultés urbaines, les générations les plus atteintes par les transferts communautaires deviennent "critiques" et une révision difficile des liens intergénérationnels doit être envisagée.

Quels sont les axes des pratiques sociales de crise ? La question reste entièrement posée tant au niveau des échanges d'enfants que des envois de vivrier que des réseaux informels.

## **QUEL AVENIR POUR LES RELIENS INFORMELLES ?**

L'informel est une pratique privilégiée de réaction des agents face à leurs difficultés. En général, l'informel est perçu comme le non enregistré et non contrôlé par l'Etat.

Il constitue facilement le lieu idéal du pur marché tel que l'imagine la théorie économique. Les micro-marchés correspondants (cf. les collines de l'Afrique des grands lacs) n'apparaissent pas toujours derrière les grands réseaux d'échange, fussent-ils eux-mêmes informels.

Les régions informelles sont aussi les régions paradoxales du point de vue de la macroéconomie et des critères établis de la démographie, de l'agronomie ou encore de l'économie. Ces régions informelles sont "formellement" irrationnelles et ne se comprennent que par le maintien et l'adaptation de pluriactivités saisonnières.

De façon générale, l'adaptation des individus à leurs contraintes rend instable et incertaine l'organisation spatiale mais cela inclinera à l'optimisme si cela n'est qu'un prix à payer pour surmonter les calamités.